

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.060/2
DU 11 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 5 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "déterminant le contenu du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale visée par les articles 8, alinéa 3, 17, § 1^{er}, alinéa 2, 33, § 2, et 88, § 4, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Afin de pouvoir préparer la transition entre les Commissions de libération conditionnelle et les Tribunaux d'application de la peine, une date a été fixée de manière définitive pour la mise en place de ces Tribunaux. Il s'agit du 1^{er} février 2007.

Plusieurs arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette nouvelle législation sont actuellement en cours d'examen au Conseil d'État.

Le projet d'arrêté royal qui vous est ici soumis pour avis constitue un des éléments essentiels de la loi du 17 mai 2006 puisqu'il définit la manière dont les enquêtes sociales et les rapports d'information succincts vont être effectués par les assistants de justice. C'est par le biais de ces enquêtes et de ces rapports que les tribunaux d'application des peines, les magistrats du Ministère public ou les directeurs des établissements pénitentiaires recevront les informations nécessaires. Il est donc indispensable qu'il puisse être signé et adopté avant l'entrée en vigueur des TAP".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Fondement juridique

Préambule

En vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, lorsque l'urgence est invoquée pour un avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En conséquence, l'alinéa 5 du préambule doit être complété afin de tenir compte de cette exigence légale.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au 4° et 5°, les définitions du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale ne visent que l'assistant de justice. Or, il résulte de l'article 33, § 2, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, que le rapport d'information succinct et l'enquête sociale peuvent être rédigés soit par le service des Maisons de justice soit par le Centre national de surveillance électronique.

Les 4° et 5° doivent être adaptés en conséquence.

Une observation identique peut être formulée pour les articles 3 et 4.

2. Aux mêmes 4° et 5°, les définitions du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale sont trop restrictives compte tenu, notamment, de l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 17 mai 2006, précitée, et de l'article 4 du projet.

.../...

Article 6

L'arrêté en projet ne peut entrer en vigueur avant les dispositions légales qui lui servent de fondement.

Il faudrait donc que l'arrêté royal qui fixe la date d'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2006, précitée, soit publié avant le 1^{er} février 2007 et fixe à cette date l'entrée en vigueur des articles 8, alinéa 3, 17, § 1^{er}, alinéa 2, 33, § 2, et 88, § 4.

Cette nécessité de coordonner l'entrée en vigueur des dispositions légales et de l'arrêté pose problème.

En effet, il résulte de l'avis 41.848/2, donné par la section de législation le 4 janvier 2007 ⁽¹⁾ que les dispositions de la loi du 17 mai 2006, précitée, qui sont liées à l'intervention du juge unique, c'est-à-dire celles qui concernent l'octroi des modalités d'exécution de peines de trois ans ou moins, ne peuvent entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2008.

Or, l'article 33, § 2, de la loi du 17 mai 2006, précitée, qui est une des dispositions que le projet exécute, fait partie de ces dispositions. Elle ne peut donc entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2008.

Une observation similaire vaut pour l'article 88, § 4, de la loi du 17 mai 2006, précitée.

Une observation similaire vaut pour l'article 88, § 4, de la loi du 17 mai 2006, précitée.

⁽¹⁾ Sur un projet d'arrêté royal "fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17 mai 2006 instaurant des tribunaux de l'application des peines et de l'article 4 de la loi du 5 août 2006 modifiant la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police, la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et la loi du 17 mai 2006 instaurant des tribunaux de l'application des peines".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.060/2
VAN 11 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 januari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de inhoud van het beknopt voorlichtingsrapport en de maatschappelijke enquête zoals bepaald door de artikelen 8, derde lid, 17, § 1, tweede lid, 33, § 2, en 88, § 4, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Afin de pouvoir préparer la transition entre les Commissions de libération conditionnelle et les Tribunaux d'application de la peine, une date a été fixée de manière définitive pour la mise en place de ces Tribunaux. Il s'agit du 1^{er} février 2007.

Plusieurs arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette nouvelle législation sont actuellement en cours d'examen au Conseil d'État.

Le projet d'arrêté royal qui vous est ici soumis pour avis constitue un des éléments essentiels de la loi du 17 mai 2006 puisqu'il définit la manière dont les enquêtes sociales et les rapports d'information succincts vont être effectués par les assistants de justice. C'est par le biais de ces enquêtes et de ces rapports que les tribunaux d'application des peines, les magistrats du Ministère public ou les directeurs des établissements pénitentiaires recevront les informations nécessaires. Il est donc indispensable qu'il puisse être signé et adopté avant l'entrée en vigueur des TAP".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Rechtsgrond

Aanhef

Krachtens artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moet, wanneer om spoedbehandeling van een adviesaanvraag over een ontwerp van reglementair besluit wordt verzocht, de motivering van het spoedeisende karakter, die in de aanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van het besluit worden overgenomen.

Bijgevolg dient het vijfde lid van de aanhef te worden aangevuld opdat dit wettelijk vereiste wordt nagekomen.

Dispositief

Artikel 1

1. In de onderdelen 4° en 5° is in de definities van het beknopt voorlichtingsrapport en van de maatschappelijke enquête alleen sprake van de justitieassistent. Uit artikel 33, § 2, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, blijkt evenwel dat het beknopt voorlichtingsverslag kan worden opgesteld en de maatschappelijke enquête kan worden uitgevoerd hetzij door de Dienst Justitiehuisen, hetzij door het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht.

De onderdelen 4° en 5° behoren dienovereenkomstig te worden aangepast.

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt over de artikelen 3 en 4.

2. In dezelfde onderdelen 4° en 5° zijn de definities van het beknopt voorlichtingsrapport en van de maatschappelijke enquête te restrictief gelet op inzonderheid artikel 17, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 17 mei 2006, en op artikel 4 van het ontwerp.

Artikel 6

Het ontworpen besluit mag niet in werking treden vóór de wettelijke bepalingen die de rechtsgrond ervan opleveren.

Het koninklijk besluit waarbij de datum van inwerkingtreding van de voornoemde wet van 17 mei 2006 wordt vastgesteld, zou dan ook voor 1 februari 2007 bekendgemaakt moeten worden en er zou in moeten worden bepaald dat de artikelen 8, derde lid, 17, § 1, tweede lid, 33, § 2, en 88, § 4, op die datum in werking treden.

De noodzaak om de inwerkingtreding van het besluit af te stemmen op die van de wettelijke bepalingen, doet problemen rijzen.

Immers, uit advies 41.848/2, dat de afdeling wetgeving op 4 januari 2007 heeft uitgebracht ⁽¹⁾, blijkt dat de bepalingen van de voormelde wet van 17 mei 2006 die verband houden met het optreden van de alleensprekend rechter, dat wil zeggen die welke betrekking hebben op de toekenning van modaliteiten voor de uitvoering van straffen van drie jaar of minder, niet vóór 1 januari 2008 in werking kunnen treden.

Tot die bepalingen behoort evenwel artikel 33, § 2, van de voormelde wet van 17 mei 2006, dat een van de bepalingen is die bij het ontwerp uitgevoerd worden. Die bepaling kan dus niet vóór 1 januari 2008 in werking treden.

⁽¹⁾ Over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 mei 2006 houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken en van artikel 4 van de wet van 5 augustus 2006 tot wijziging van de wet van 16 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de politierechtbanken, van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en van de wet van 17 mei 2006 houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken".

Een gelijkaardige opmerking geldt voor artikel 88, § 4, van de voornoemde wet van 17 mei 2006.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
De Heren	H. BOSLY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. KEUTGEN,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS